

L'Indice de Perception de la Corruption 2009 indique que la corruption risque de menacer la reprise économique mondiale

Les populations des pays en guerre sont par ailleurs les premières victimes de la corruption.

Paris/Berlin, 17 novembre 2009 – Alors que l'économie mondiale enregistre les premiers signes de reprise, et que des Nations continuent à lutter contre les conflits et l'insécurité, aucune région du monde n'est à l'abri des dangers de la corruption. Telles sont les conclusions de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2009 que Transparency International publie aujourd'hui.

« Au moment où des plans de relance très importants sont mis en œuvre partout dans le monde, parallèlement à des versements massifs de fonds publics et des efforts pour stabiliser la paix, il est indispensable de déterminer en quoi la corruption entrave la bonne gouvernance et l'obligation de rendre des comptes. Il s'agit d'une nécessité si nous voulons briser son cycle vicieux », déclare Huguette Labelle, Présidente de Transparency International (TI).

Résultats de l'IPC 2009

L'IPC évalue la perception du niveau de corruption affectant l'administration publique et la classe politique dans un pays donné. Il s'agit d'un indice composite, fondé sur 13 enquêtes différentes, réalisées auprès d'entreprises ou d'experts. Comme dans son édition 2008, l'IPC 2009 attribue un score à 180 pays.

La grande majorité des pays évalués dans l'indice 2009 obtient une note inférieure à cinq sur une échelle de 0 (haut degré de corruption perçue) à 10 (faible degré de corruption perçue).

Les notes les plus élevées sont attribuées à la Nouvelle-Zélande avec 9,4, au Danemark avec 9,3, à Singapour et à la Suède avec 9,2 et à la Suisse avec 9,0. Ces pays bénéficient d'une grande stabilité politique, d'une législation bien établie sur les conflits d'intérêt et d'institutions publiques solides et efficaces.

Les populations des pays en guerre, premières victimes de la corruption

Les États fragiles et instables, souvent marqués par la guerre, demeurent en bas du classement. La Somalie obtient ainsi un score de 1,1, l'Afghanistan de 1,3, le Myanmar de 1,4 et le Soudan, au même niveau que l'Irak, de 1,5. Les pays perçus comme les plus corrompus sont donc les États meurtris par des conflits récurrents, ayant réduit à néant leur infrastructure de gouvernance.

Lorsque les institutions sont faibles ou inexistantes, la corruption se développe hors de tout contrôle et le pillage des ressources publiques alimente l'insécurité et le sentiment d'impunité. La corruption conduit également à une perte de confiance qui fragilise les institutions et les gouvernements naissants, chargés d'assurer la stabilité.

Les pays en bas de classement ne doivent pas être mis à l'écart des efforts de développement. Au contraire, comme le souligne l'IPC 2009, ces pays ont urgemment besoin de renforcer leurs institutions. Les investisseurs et les bailleurs de fonds doivent faire preuve de vigilance sur l'ensemble de leurs opérations. De même qu'ils exigent transparence et responsabilité de la part des pays bénéficiaires, ils doivent par ailleurs rendre des comptes sur leurs propres actions.

« La lutte contre la corruption nécessite un contrôle fort des parlements, un appareil judiciaire efficace, des organismes d'audit et de lutte contre la corruption indépendants et disposant de ressources suffisantes, une mise en œuvre vigoureuse de la loi, une transparence des budgets publics, des aides et des financements et, enfin, une presse indépendante et une société civile énergique, » souligne Huguette Labelle. « La communauté internationale doit inventer des solutions efficaces pour aider les pays déchirés par la guerre à se développer et à soutenir leurs propres institutions. »

Une responsabilité partagée par les Etats du Nord

Globalement, les résultats de l'indice 2009 sont inquiétants. Ainsi, même les pays industrialisés ne doivent pas être trop confiants : l'offre de corruption et l'utilisation de pots-de-vin sont souvent le fait d'entreprises basées dans ces pays. Certaines juridictions, liées à de nombreux pays en tête du classement, disposent d'un secret financier qui affaiblit grandement les efforts menés pour lutter contre la corruption et permettre le recouvrement des avoirs volés.

« L'argent de la corruption ne doit pouvoir trouver de refuge nulle part. Nous ne devons plus nous trouver des excuses », déclare Huguette Labelle. « Si le travail de l'OCDE dans ce domaine mérite d'être salué, il faut aller plus loin et proposer davantage de traités bilatéraux sur les échanges d'information afin de mettre définitivement un terme au régime du secret. Dans le même temps, les sociétés doivent cesser de travailler avec les centres financiers peu scrupuleux. »

Lutter contre la corruption, un défi incontournable pour assurer un développement économique durable

Les pots-de-vin, les cartels et les autres pratiques de corruption sapent la concurrence et provoquent une déperdition massive des ressources destinées au développement dans tous les pays, particulièrement dans les pays les plus pauvres. Comme l'a démontré un [rapport](#) récent de TI, entre 1990 et 2005, plus de 283 cartels internationaux privés ont été à l'origine d'un surcoût, pour les consommateurs du monde entier, d'environ 300 milliards de dollars.

Le G20 a pris de sérieux engagements pour que l'intégrité et la transparence constituent la pierre angulaire de la nouvelle structure de réglementation. Alors qu'il s'attaque au secteur financier et entreprend des réformes économiques, il est essentiel qu'il prenne la mesure de la menace que représente la corruption pour un développement économique durable. Par ailleurs, le G20 doit continuer à rechercher l'appui du public à ses réformes, en s'assurant par exemple que les institutions telles que le Conseil de la Stabilité Financière et les décisions relatives aux investissements en infrastructures soient transparentes et ouvertes aux suggestions de la société civile.

A l'échelle mondiale et nationale, des institutions de contrôle et des réglementations plus efficaces permettront d'atteindre des niveaux plus faibles de corruption. Il en résultera un accroissement de la confiance envers les institutions publiques, une croissance économique plus soutenue et une aide au développement plus efficace. Plus important encore, l'échelle élevée des souffrances humaines endurées dans les pays les moins performants de l'Indice de Perception de la Corruption en sera considérablement réduite.

Perception inchangée de la corruption en France

Comme en 2008, la France obtient un score de 6,9, arrivant ainsi au 24^{ème} rang du classement (23^{ème} en 2008). La France continue ainsi à véhiculer une image relativement dégradée de sa classe politique et de son administration publique.

A l'instar de certains de ses voisins européens comme la Belgique (7,1 et au 21^{ème} rang), l'Espagne (6,1, 32^{ème}) et l'Italie (4,3 et 63^{ème} rang), pays secoués par des affaires de corruption ayant éclaboussé la sphère politique, l'actualité en France a été émaillée par plusieurs affaires. Deux procès retentissants – Angolagate, affaire Clearstream – ont impliqué des personnes au plus haut niveau de l'Etat. Cette année a également été marquée par les enquêtes visant Jacques Chirac, qui ont conduit à son renvoi, en octobre 2009, devant le tribunal correctionnel.

Enfin, plusieurs annonces de réforme dans le domaine de la justice ne laissent pas d'inquiéter à l'étranger sur la volonté française de faire la lumière sur les dossiers politico-financiers de grande ampleur. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dans une résolution adoptée le 30 septembre 2009, a ainsi appelé la France à « revoir le projet de suppression des juges d'instruction » afin « d'éviter (de donner) l'impression que cette réforme vise à protéger la classe politique de tout contrôle judiciaire. »

###

Transparency International est la principale organisation de la société civile à la tête de la lutte contre la corruption.

Contact presse :

Paris

Daniel Lebègue / Myriam Savy

Tel. : + 33 1 47 58 82 08

transparence@transparence-france.org

Berlin

Gypsy Guillén Kaiser

Tel: +49-176 101 21 661

gkaiser@transparency.org

Indice de Perception de la Corruption 2009 de Transparency International

Le **score IPC** attribué à chaque pays ou territoire évalue le niveau de corruption dans le secteur public, tel qu'il est perçu par les entreprises et les experts du pays, sur une échelle allant de 0 (degré élevé de corruption) à 10 (degré élevé d'intégrité).

Rang du pays	Pays/Territoire	Score IPC 2009	Écart-type	Nombres d'enquêtes utilisées	Intervalle de confiance	
					Limite inférieure	Limite supérieure
1	Nouvelle-Zélande	9,4	0,3	6	9,1	9,5
2	Danemark	9,3	0,3	6	9,1	9,5
3	Singapour	9,2	0,3	9	9,0	9,4
3	Suède	9,2	0,2	6	9,0	9,3
5	Suisse	9,0	0,1	6	8,9	9,1
6	Finlande	8,9	0,8	6	8,4	9,4
6	Pays-Bas	8,9	0,2	6	8,7	9,0
8	Australie	8,7	0,6	8	8,3	9,0
8	Canada	8,7	0,3	6	8,5	9,0
8	Islande	8,7	1,3	4	7,5	9,4
11	Norvège	8,6	0,7	6	8,2	9,1
12	Hong Kong	8,2	0,5	8	7,9	8,5
12	Luxembourg	8,2	0,9	6	7,6	8,8
14	Allemagne	8,0	0,5	6	7,7	8,3
14	Irlande	8,0	0,5	6	7,8	8,4
16	Autriche	7,9	0,7	6	7,4	8,3
17	Japon	7,7	0,5	8	7,4	8,0
17	Royaume-Uni	7,7	0,7	6	7,3	8,2
19	États-Unis	7,5	0,9	8	6,9	8,0
20	Barbade	7,4	1,1	4	6,6	8,2
21	Belgique	7,1	0,4	6	6,9	7,3
22	Qatar	7,0	1,8	6	5,8	8,1
22	Sainte-Lucie	7,0	0,4	3	6,7	7,5
24	France	6,9	0,6	6	6,5	7,3
25	Chili	6,7	0,4	7	6,5	6,9
25	Uruguay	6,7	0,5	5	6,4	7,1
27	Chypre	6,6	0,7	4	6,1	7,1
27	Estonie	6,6	0,7	8	6,1	6,9
27	Slovénie	6,6	0,6	8	6,3	6,9
30	Émirats Arabes Unis	6,5	1,4	5	5,5	7,5
31	Saint Vincent et les Grenadines	6,4	1,3	3	4,9	7,5
32	Israël	6,1	1,0	6	5,4	6,7
32	Espagne	6,1	0,8	6	5,5	6,6
34	Dominique	5,9	0,9	3	4,9	6,7

Pour plus d'informations sur les données et la méthodologie utilisée, veuillez consulter la foire aux questions et la méthodologie de l'IPC : www.transparency.org/cpi

Notes explicatives

***Nombre d'enquêtes utilisées** renvoie au nombre d'enquêtes qui évaluent la performance d'un pays. En tout, 13 enquêtes et évaluations d'experts ont été utilisées et il en fallait un minimum de trois pour qu'un pays soit inclus dans l'IPC.

****Intervalle de confiance** indique une série de valeurs possibles du score IPC. Ceci montre comment le score d'un pays peut varier, selon la précision de la mesure. Nominale, avec une probabilité de 5%, le score est au-dessus de cette variation et avec encore 5%, il se trouve au-dessous. Cependant, une estimation non biaisée de la probabilité moyenne de couverture est plus faible que la valeur nominale de 90%, particulièrement lorsque seul un nombre limité de sources est disponible.

Rang du pays	Pays/Territoire	Score IPC 2009	Écart-type	Nombres d'enquêtes utilisées	Intervalle de confiance	
					Limite inférieure	Limite supérieure
35	Portugal	5,8	0,5	6	5,5	6,2
35	Porto Rico	5,8	0,8	4	5,2	6,3
37	Botswana	5,6	0,7	6	5,1	6,1
37	Taiwan	5,6	0,5	9	5,4	5,9
39	Brunei Darussalam	5,5	1,0	4	4,7	6,4
39	Oman	5,5	1,6	5	4,4	6,5
39	Corée du Sud	5,5	0,4	9	5,3	5,7
42	Île Maurice	5,4	0,7	6	5,0	5,9
43	Costa Rica	5,3	0,9	5	4,7	5,9
43	Macao	5,3	1,8	3	3,3	6,9
45	Malte	5,2	1,4	4	4,0	6,2
46	Bahreïn	5,1	1,2	5	4,2	5,8
46	Cap Vert	5,1	1,8	3	3,3	7,0
46	Hongrie	5,1	0,9	8	4,6	5,7
49	Bhoutan	5,0	0,9	4	4,3	5,6
49	Jordanie	5,0	1,8	7	3,9	6,1
49	Pologne	5,0	0,9	8	4,5	5,5
52	République Tchèque	4,9	1,2	8	4,3	5,6
52	Lituanie	4,9	0,9	8	4,4	5,4
54	Seychelles	4,8	1,9	3	3,0	6,7
55	Afrique du Sud	4,7	0,5	8	4,3	4,9
56	Lettonie	4,5	0,6	6	4,1	4,9
56	Malaisie	4,5	1,0	9	4,0	5,1
56	Namibie	4,5	0,9	6	3,9	5,1
56	Samoa	4,5	1,1	3	3,3	5,3
56	Slovaquie	4,5	0,8	8	4,1	4,9
61	Cuba	4,4	0,9	3	3,5	5,1
61	Turquie	4,4	0,8	7	3,9	4,9
63	Italie	4,3	0,9	6	3,8	4,9
63	Arabie Saoudite	4,3	1,5	5	3,1	5,3
65	Tunisie	4,2	1,9	6	3,0	5,5
66	Croatie	4,1	0,8	8	3,7	4,5
66	Géorgie	4,1	1,0	7	3,4	4,7
66	Koweït	4,1	1,3	5	3,2	5,1
69	Ghana	3,9	1,1	7	3,2	4,6
69	Monténégro	3,9	0,6	5	3,5	4,4
71	Bulgarie	3,8	1,1	8	3,2	4,5
71	Macédoine	3,8	0,6	6	3,4	4,2
71	Grèce	3,8	0,8	6	3,2	4,3
71	Roumanie	3,8	1,0	8	3,2	4,3
75	Brésil	3,7	0,8	7	3,3	4,3
75	Colombie	3,7	1,0	7	3,1	4,3
75	Pérou	3,7	0,7	7	3,4	4,1
75	Suriname	3,7	0,9	3	3,0	4,7
79	Burkina Faso	3,6	1,3	7	2,8	4,4

Pour plus d'informations sur les données et la méthodologie utilisée, veuillez consulter la foire aux questions et la méthodologie de l'IPC : www.transparency.org/cpi

Rang du pays	Pays/Territoire	Score IPC 2009	Écart-type	Nombres d'enquêtes utilisées	Intervalle de confiance	
					Limite inférieure	Limite supérieure
79	Chine	3,6	1,1	9	3,0	4,2
79	Swaziland	3,6	1,0	3	3,0	4,7
79	Trinidad et Tobago	3,6	0,8	4	3,0	4,3
83	Serbie	3,5	0,5	6	3,3	3,9
84	El Salvador	3,4	0,5	5	3,0	3,8
84	Guatemala	3,4	0,7	5	3,0	3,9
84	Inde	3,4	0,4	10	3,2	3,6
84	Panama	3,4	0,4	5	3,1	3,7
84	Thaïlande	3,4	0,8	9	3,0	3,8
89	Lesotho	3,3	0,8	6	2,8	3,8
89	Malawi	3,3	1,0	7	2,7	3,9
89	Mexique	3,3	0,3	7	3,2	3,5
89	Moldavie	3,3	1,0	6	2,7	4,0
89	Maroc	3,3	0,8	6	2,8	3,9
89	Rwanda	3,3	0,5	4	2,9	3,7
95	Albanie	3,2	0,3	6	3,0	3,3
95	Vanuatu	3,2	1,3	3	2,3	4,7
97	Libéria	3,1	1,0	3	1,9	3,8
97	Sri Lanka	3,1	0,5	7	2,8	3,4
99	Bosnie Herzégovine	3,0	0,6	7	2,6	3,4
99	République dominicaine	3,0	0,2	5	2,9	3,2
99	Jamaïque	3,0	0,4	5	2,8	3,3
99	Madagascar	3,0	0,4	7	2,8	3,2
99	Sénégal	3,0	1,0	7	2,5	3,6
99	Tongan	3,0	0,3	3	2,6	3,3
99	Zambie	3,0	0,3	7	2,8	3,2
106	Argentine	2,9	0,4	7	2,6	3,1
106	Bénin	2,9	0,8	6	2,3	3,4
106	Gabon	2,9	0,2	3	2,6	3,1
106	Gambie	2,9	1,7	5	1,6	4,0
106	Niger	2,9	0,2	5	2,7	3,0
111	Algérie	2,8	0,4	6	2,5	3,1
111	Djibouti	2,8	0,6	4	2,3	3,2
111	Égypte	2,8	0,4	6	2,6	3,1
111	Indonésie	2,8	0,7	9	2,4	3,2
111	Kiribati	2,8	0,5	3	2,3	3,3
111	Mali	2,8	0,6	6	2,4	3,2
111	Sao Tome et Principe	2,8	0,5	3	2,4	3,3
111	Îles Salomon	2,8	0,5	3	2,3	3,3
111	Togo	2,8	1,4	5	1,9	3,9
120	Arménie	2,7	0,2	7	2,6	2,8
120	Bolivie	2,7	0,5	6	2,4	3,1
120	Éthiopie	2,7	0,4	7	2,4	2,9

Pour plus d'informations sur les données et la méthodologie utilisée, veuillez consulter la foire aux questions et la méthodologie de l'IPC : www.transparency.org/cpi

Rang du pays	Pays/Territoire	Score IPC 2009	Écart-type	Nombres d'enquêtes utilisées	Intervalle de confiance	
					Limite inférieure	Limite supérieure
120	Kazakhstan	2,7	1,0	7	2,1	3,3
120	Mongolie	2,7	0,5	7	2,4	3,0
120	Vietnam	2,7	0,7	9	2,4	3,1
126	Érythrée	2,6	1,5	4	1,6	3,8
126	Guyane	2,6	0,1	4	2,5	2,7
126	Syrie	2,6	0,5	5	2,2	2,9
126	Tanzanie	2,6	0,4	7	2,4	2,9
130	Honduras	2,5	0,4	6	2,2	2,8
130	Liban	2,5	0,6	3	1,9	3,1
130	Libye	2,5	0,5	6	2,2	2,8
130	Maldives	2,5	0,8	4	1,8	3,2
130	Mauritanie	2,5	1,2	7	2,0	3,3
130	Mozambique	2,5	0,4	7	2,3	2,8
130	Nicaragua	2,5	0,4	6	2,3	2,7
130	Nigeria	2,5	0,4	7	2,2	2,7
130	Ouganda	2,5	0,6	7	2,1	2,8
139	Bangladesh	2,4	0,6	7	2,0	2,8
139	Biélorussie	2,4	0,5	4	2,0	2,8
139	Pakistan	2,4	0,5	7	2,1	2,7
139	Philippines	2,4	0,5	9	2,1	2,7
143	Azerbaïdjan	2,3	0,5	7	2,0	2,6
143	Comores	2,3	0,9	3	1,6	3,3
143	Népal	2,3	0,5	6	2,0	2,6
146	Cameroun	2,2	0,6	7	1,9	2,6
146	Équateur	2,2	0,4	5	2,0	2,5
146	Kenya	2,2	0,4	7	1,9	2,5
146	Russie	2,2	0,4	8	1,9	2,4
146	Sierra Leone	2,2	0,4	5	1,9	2,4
146	Timor Leste	2,2	0,6	5	1,8	2,6
146	Ukraine	2,2	0,5	8	2,0	2,6
146	Zimbabwe	2,2	0,9	7	1,7	2,8
154	Côte d'Ivoire	2,1	0,5	7	1,8	2,4
154	Papouasie Nouvelle Guinée	2,1	0,5	5	1,7	2,5
154	Paraguay	2,1	0,5	5	1,7	2,5
154	Yémen	2,1	0,6	4	1,6	2,5
158	Cambodge	2,0	0,3	8	1,8	2,2
158	République Centrafricaine	2,0	0,2	4	1,9	2,2
158	Laos	2,0	0,7	4	1,6	2,6
158	Tadjikistan	2,0	0,7	8	1,6	2,5
162	Angola	1,9	0,1	5	1,8	1,9
162	République du Congo	1,9	0,3	5	1,6	2,1
162	République Démocratique du Congo	1,9	0,3	5	1,7	2,1

Pour plus d'informations sur les données et la méthodologie utilisée, veuillez consulter la foire aux questions et la méthodologie de l'IPC : www.transparency.org/cpi

Rang du pays	Pays/Territoire	Score IPC 2009	Écart-type	Nombres d'enquêtes utilisées	Intervalle de confiance	
					Limite inférieure	Limite supérieure
162	Guinée-Bissau	1,9	0,1	3	1,8	2,0
162	Kirghizstan	1,9	0,2	7	1,8	2,1
162	Venezuela	1,9	0,2	7	1,8	2,0
168	Burundi	1,8	0,3	6	1,6	2,0
168	Guinée équatoriale	1,8	0,1	3	1,6	1,9
168	Guinée	1,8	0,1	5	1,7	1,8
168	Haïti	1,8	0,5	3	1,4	2,3
168	Iran	1,8	0,1	3	1,7	1,9
168	Turkménistan	1,8	0,1	4	1,7	1,9
174	Ouzbékistan	1,7	0,2	6	1,5	1,8
175	Tchad	1,6	0,2	6	1,5	1,7
176	Irak	1,5	0,3	3	1,2	1,8
176	Soudan	1,5	0,2	5	1,4	1,7
178	Myanmar	1,4	0,5	3	0,9	1,8
179	Afghanistan	1,3	0,3	4	1,0	1,5
180	Somalie	1,1	0,3	3	0,9	1,4

Pour plus d'informations sur les données et la méthodologie utilisée, veuillez consulter la foire aux questions et la méthodologie de l'IPC : www.transparency.org/cpi